



PRÉFET DU FINISTÈRE
Autorité environnementale

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement de Bretagne

**Arrêté préfectoral du 10 MAI 2016
portant décision après examen au cas par cas
en application de l'article R. 122-18 du code de l'environnement**

Le Préfet du département du Finistère

Vu la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L2224-10 ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-4, R.122-17-II et R.122-18;

Vu l'arrêté préfectoral n°2014287-0002 du 14 octobre 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Marc NAVEZ, directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement de Bretagne ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2015175-0007 du 24 juin 2015 portant subdélégation de signature pour tous les domaines qui leur sont délégués à M. Bernard MEYZIE et M. Patrick SEAC'H, directeurs adjoints de la direction régionale de l'environnement ;

Vu la demande d'examen au cas par cas, relative au projet de révision du zonage d'assainissement des eaux usées de la commune de Cast (29), reçue le 17 mars 2016 ;

Vu la contribution de l'agence régionale de santé, délégation territoriale du Finistère, en date du 31 mars 2016 ;

Considérant la nature du projet qui consiste à définir :

- les zones d'assainissement collectif où les communes sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées,
- les zones relevant de l'assainissement non collectif où les communes sont tenues d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif ;

Considérant que le projet de zonage d'assainissement des eaux usées s'inscrit dans le cadre de l'élaboration du plan local d'urbanisme (PLU), en cours d'élaboration, qui prévoit notamment l'accueil de 400 nouveaux habitants à l'horizon 2035, et dans cette perspective la création d'environ 280 à 300 logements ;

Considérant que la commune dispose d'une station d'épuration de type « boues activées », mise en service en 2004, d'une capacité nominale de 900 équivalents habitants (EH) ;

Considérant que le projet de zonage d'assainissement des eaux usées de la commune prévoit précisément :

– l'extension de la zone d'assainissement collectif à l'ensemble des zones urbanisées et à urbaniser autour du bourg ce qui correspond à 212 nouveaux branchements,

– le maintien en assainissement non collectif (ANC) du reste du territoire communal ;

Considérant la localisation du projet de zonage de la commune dont le territoire est concerné par :

- 3 Zones Naturelles d'Interêt Ecologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF),
- 2 bassins versants à savoir ceux du Steir et du ruisseau de Kerharo ;

Considérant que le maintien en assainissement individuel des secteurs de « Kerbole » et de « Kergaradec » est cohérent avec l'aptitude des sols à l'ANC laquelle a été jugée comme favorable sur ces secteurs ;

Considérant qu'il a été estimé que la station d'épuration n'arrivera en situation de saturation que d'ici environ 13 ans et que ce délai permettra, par conséquent, à la commune d'anticiper la réflexion sur l'extension future de cette dernière ;

Arrête :

Article 1

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, **le projet de révision du zonage d'assainissement des eaux usées de la commune de Cast est dispensé d'évaluation environnementale.**

Article 2

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-18 du code de l'environnement, ne dispense pas des autres procédures et autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 3

Cette décision, exonérant le pétitionnaire de la production d'une évaluation environnementale est délivrée au regard des informations contenues dans la demande et ses annexes. Cette exonération peut être remise en cause si les résultats d'études ultérieures mettent en évidence des impacts ou une sensibilité particulière du milieu. Par ailleurs, l'absence de réalisation d'une évaluation environnementale ne dispense pas le pétitionnaire de mettre en œuvre les principes généraux énoncés à l'article L 110-1 du code de l'environnement, particulièrement en ce qui concerne le principe d'action préventive et de correction.

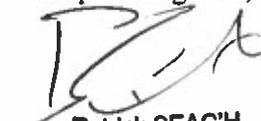
A ce titre, la commune veillera particulièrement à mettre en place un dispositif de suivi lui permettant de suivre, de manière régulière, l'évolution des charges entrantes dans la station d'épuration afin d'anticiper les dépassements éventuels de sa capacité nominale, et dans la perspective de mettre en place son projet d'extension dans les délais adaptés.

Article 4

Le présent arrêté sera transmis au pétitionnaire, avec copie au Préfet du département concerné. Par ailleurs, il sera publié sur le site Internet de la DREAL Bretagne et sur celui de la préfecture de Département.

Fait à Rennes, le 19 0 MAI 2016

Le préfet du Finistère,
Autorité environnementale,
Pour le préfet et par délégation,


Patrick SEAC'H

Voies et délais de recours

Les recours gracieux ou contentieux sont formés dans les conditions du droit commun.

Sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux, un recours administratif préalable est obligatoire en cas de décision imposant la réalisation d'une étude d'impact ou d'une évaluation environnementale.

Le recours administratif gracieux doit être formé dans un délai de deux mois suivant la mise en ligne de la présente décision. Un tel recours suspend le délai du recours contentieux.

Le recours gracieux doit être adressé à :

DREAL Bretagne
A l'attention de l'Autorité environnementale
Service CoPrEv – Division EvE
L'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 - RENNES cedex

**Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du recours gracieux.
Il doit être adressé au :**

Tribunal administratif de Rennes
Hôtel de Bizien
3, Contour de la Motte
CS44416
35044 Rennes Cedex